



2019/030

## Arrêté interruptif de travaux

N°2019/030

Le maire de la commune de LE VAL, Bernard SAULNIER ;

**Vu** les articles L. 2122-18, L. 2211-1 et L. 2112-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** les articles L.480-2 et suivants du Code de l'Urbanisme portant sur les sanctions en cas d'inobservation des stipulations du permis de construire ;

**Vu** la demande de permis de construire réf : **PC 083 143 18 B 0038** déposée en date du 16 octobre 2018 ;  
**Considérant** l'avis défavorable du Préfet en date du 05 décembre 2018 qui stipule qu'aux termes de l'article L.111-3 du code de l'Urbanisme, « en l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu, ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune ».

**Considérant**, toujours selon l'avis du préfet, que le terrain d'assiette du projet se situe dans un espace naturel, caractérisé par des parcelles naturelles qui s'étendent au sud et à l'ouest en périphérie de la partie actuellement urbanisée caractérisée par le lotissement Les Machottes. De part son implantation, le projet constitue une extension de l'urbanisation sur un compartiment naturel, ce qui ne permet pas de considérer le projet comme intégré dans les parties actuellement urbanisées de la commune.

## Arrête

**Article 1** : M. MACARIO Gérald, bénéficiaire des travaux, est mis en demeure de cesser immédiatement les travaux.

**Article 2** : Le maire se réserve la faculté de prendre toute mesure coercitive nécessaire pour assurer l'application immédiate du présent arrêté.

**Article 3** : Le présent arrêté sera remis à M. MACARIO par un agent de police municipale dûment assermenté contre décharge.

**Article 4** : L'intéressé par la présente décision pourra, s'il le désire, la contester en saisissant le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut, également, saisir le maire, auteur de la décision, d'un recours administratif. Cette dernière démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse du maire (la non-réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet explicite du recours).

**Article 5** : Monsieur le maire, Monsieur le commandant de gendarmerie, et la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et transmis en la forme accoutumée.

**Article 6** : Ampliation de cet arrêté sera transmis à : Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République, Monsieur le commandant de gendarmerie.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 19 FEV. 2019

*[Signature]*

Fait à LE VAL  
Le Maire, Bernard SAULNIER

*[Signature]*

